

Paul Kagamé, ou le risque de l'isolement

Analyse

BRUNO MEYERFELD
NAIROBI - correspondance

Il y a une blague que Paul Kagamé a lancée au moins une fois. « Où habites-tu ? », demande le président à l'un de ses compatriotes. L'intéressé tente un début de réponse, que le chef de l'Etat interrompt : « Ne t'embête pas. De toute façon, je sais où habitent tous les Rwandais ! » La plaisanterie en dit long. Aux manettes de son pays depuis vingt-deux ans, Paul Kagamé se sait tout-puissant. En 2015, 98 % des électeurs se sont prononcés pour un changement de la Constitution, qui permettra au chef de l'Etat de briguer un nouveau septennat dans un an – voire de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034.

Ils doivent être bien jaloux, les autres dirigeants africains empêtrés dans la quête d'un énième mandat ! Kagamé se paie même le luxe d'une tenace popularité. « Ce qu'il nous faut, chez nous aussi, c'est un Kagamé ! » est un refrain qui revient régulièrement dans la bouche de bien des jeunes du continent, fatigués de l'incurie économique et de la corruption et tombant sous le charme de ce dirigeant certes austère, mais efficace et réputé incorruptible.

Ces mêmes visiteurs africains reviennent d'ailleurs bien souvent de Kigali ivres d'admiration, vidés de tout sens critique. Car en voilà une Afrique qui marche ! Certes, le régime pourchasse opposants et journalistes. Mais comment ne pas s'extasier devant ces routes impeccables, l'absence d'insécurité, ces immeubles tout neufs et ces hubs technologiques ? Et que dire de l'apparente éradication de la corruption, de ce Parlement où siègent majoritairement des femmes et de cette sécurité sociale couvrant la quasi-totalité de la population ? Symbole de ce succès : le tout nouveau

centre de conférences de Kigali, inauguré à temps pour le dernier sommet de l'Union africaine, brillant de mille couleurs à la nuit tombée et visible d'une bonne partie de la capitale.

A MOTS COUVERTS

Mais le Rwanda est-il vraiment cette « ville scintillante sur la colline » – pour paraphraser Ronald Reagan évoquant la reconnaissance des Etats-Unis au firmament des années 1980 ? Malgré des succès économiques indéniables, le pays demeure en effet l'un des plus pauvres au monde, son PIB par habitant étant inférieur à celui d'Haïti – un Etat failli. Le « miracle rwandais » repose d'abord sur l'aide internationale, dont dépend plus de 30 % du budget de l'Etat – alors que le pays ne possède ni véritable industrie ni matières premières à exploiter. Et comment ne pas rappeler que la prétendue « propreté » des centres-villes est aussi le résultat d'une politique d'expulsions et d'arrestations des Rwandais les plus pauvres, détenus dans des centres de transit aux conditions de vie décrites par Human Rights Watch comme « rudes et inhumaines ».

Toute contestation n'est pas absente. Au fil des conversations s'exprime chez la classe moyenne une forme d'exaspération devant le contrôle extrême du régime sur la population. Kagamé n'est certes jamais ouvertement remis en cause. Mais on s'agacera devant la multiplication des lois dictant jusqu'aux aspects les plus intimes de la vie quotidienne (dans certains villages, il serait ainsi défendu de s'habiller avec des vêtements sales). On critiquera à mots couverts la brutalité de certaines politiques, telle que l'anglicisation du pays. On laissera aller sa colère face à la prédation économique du parti au pouvoir – le Front patriotique rwandais – ou à la présence pour le moins oppressante de l'armée, qui patrouille dès la fin d'après-midi arrivée. « Officiellement, c'est pour notre sécurité. Mais c'est un message clair : le travail fini, rentrez dormir et restez chez

vous », déplore une habitante de Kigali.

Dernier point faible : le régime rwandais n'est plus totalement intouchable. La communauté internationale, longtemps honteuse de ne pas avoir su mettre fin au génocide, a traîné des pieds pour dénoncer les excès du régime. Cependant les Etats-Unis n'ont pas hésité à hausser le ton face au nouveau mandat de Paul Kagamé, se déclarant « profondément déçus » de sa volonté d'être candidat à sa réélection.

Le dirigeant rwandais est loin d'être au pied du mur. La société rwandaise demeure extraordinairement disciplinée, et toute contestation publique hautement improbable. Vingt-deux ans après les tueries, Kagamé tire encore une immense et irrévocable légitimité de sa réputation de tombeur du génocide. Sa personne demeure indéniablement populaire, sinon respectée. « Pour tous les enfants qui ont perdu leur famille, ou qui ont grandi sans référence morale, Kagamé est comme un père », rappelle un rescapé, qui n'a jamais connu que Kagamé au pouvoir. Le président rwandais dispose de soutiens de poids dans la communauté internationale, dont son vieil allié Bill Clinton. La fondation de l'ancien président est très impliquée au Rwanda, et l'arrivée d'une Clinton à la Maison Blanche serait à n'en pas douter reçue comme une bonne nouvelle à Kigali.

Ayant fait le ménage, ne s'entourant plus que de fidèles, Kagamé prend le risque de l'isolement. Certains évoquent des scénarios à la singapourienne (un poste de premier ministre officieux à vie) ou à la moscovite (un duo Medvedev-Poutine, pourquoi pas ?). C'est mal le connaître. Le président rwandais est un fêru de tennis : un sport aussi individuel, souvent agressif, parfois interminable. Est-ce ainsi qu'il jouera son prochain set au Rwanda ? « Ça ne sert à rien de se prendre la tête, soupire une bonne connaissance du personnage. Il ne lâchera jamais. » Quitte à ruiner son héritage. ■

LES ETATS-UNIS
SE SONT DECLARES
« PROFONDÉMENT
DÉÇUS »
DE LA VOLONTÉ
DU PRÉSIDENT
RWANDAIS
D'ÊTRE CANDIDAT
À SA RÉÉLECTION